

PRÉSENTATION

En Afrique et à Madagascar, la décolonisation politique pourrait s'achever dans les années qui viennent. Les jeunes nations souveraines expérimentent, et s'efforcent d'instaurer des systèmes nouveaux de gouvernement qu'elles souhaitent respectueuses du génie africain ou malgache, et des nécessités des pays en voie de développement. Elles affrontent, au même moment, les problèmes complexes de la création d'unités économiques nationales, intégrées et viables.

Le premier acte paraît se terminer, qui était celui de la mise en place des institutions politiques. Un deuxième acte s'ouvre, qui sera celui de l'invention d'une économie humaine et progressive.

L'Afrique et Madagascar sont arrivées à un tournant décisif dans la voie de la libération. D'anciens équilibres se sont rompus, d'exceptionnels besoins se sont exprimés qui rendent intolérable la stagnation économique, d'immenses espoirs sont nés dans l'enthousiasme de l'indépendance. Partout s'annoncent des taux élevés de croissance démographique, partout se posent des problèmes urgents de scolarisation et de création d'emplois, partout des masses rurales désœuvrées se mettent en mouvement vers les villes. Le continent le plus calme s'achemine vers des lendemains mouvementés.

Un système économique s'effondre, appuyé sur le pacte colonial et les réseaux de traite. L'Afrique nouvelle, muette à Bretton-Woods (1944) exige à Genève (1964) une profonde modification du système économique international. Elle a fait l'inventaire de sa pauvreté, mais n'est plus dupe des mécanismes qui la maintiennent dans sa misère. Elle mesure mieux aujourd'hui ses possibilités et s'interroge sur les moyens de sa création.

Dans le cadre des frontières nationales (ou communautaires, si des communautés économiques se forment entre pays africains) des décisions sont à prendre qui engagent irrévocablement le présent et l'avenir. Il est admis presque unanimement qu'un développement coordonné et rationnel ne puisse se faire sans recours à la planification ; mais l'on discute pour savoir quel contenu donner aux plans, quelles priorités imposer au pays, quel dosage admettre entre contrainte et liberté. L'on souhaite une intervention déterminante de l'Etat, mais l'on s'interroge sur la place qu'il convient de réserver aux entreprises privées qui peuvent être étrangères. L'on désire une croissance accélérée, mais l'on hésite sur les procé-

dures : croissance par les échanges extérieurs ou croissance par l'industrialisation interne ; ou mieux encore, dans quel rapport coupler ces deux dynamismes du développement. Enfin, l'on reconnaît les impératifs du financement, mais l'on demeure incertain sur les techniques et l'on discute sur la part imputable au pays et sur celle négociable avec l'étranger.

Toute décision engage profondément chaque pays, toute décision se situe dans un contexte économique relativement complexe et projette ses effets sur le plan politique. Toute décision, pour devenir efficace, suppose la réalisation de conditions dont certaines conduisent à de profondes réformes des structures établies. Enfin, toute politique risque d'être jugée selon ses effets et non selon ses intentions.

C'est cette prise de conscience qui se trouve à l'origine de la création de la *Revue Économique de Madagascar*. L'économie politique n'est pas une science contemplative, mais une science de l'action. L'économiste n'est pas un causeur distingué, mais, comme tous, un homme engagé. Plus qu'ailleurs, l'analyse économique sereine est indispensable dans les pays en quête de nouvelles structures ; plus qu'ailleurs elle est nécessaire dans l'élaboration de nouvelles politiques. Comme partout, il est demandé de n'être pas dupe d'idéologies ou de mystiques d'occasion.

Il revient à la science économique d'étudier la situation économique objective des jeunes nations et de proposer les moyens d'intervention les mieux appropriés pour augmenter le bien-être de la majorité. Aux responsables politiques de choisir. Il lui revient aussi d'informer les pays développés des besoins du Tiers monde africain et de leur suggérer les attitudes et les transformations nécessaires pour y réduire la pauvreté et y faciliter un développement équilibré.

C'est à cette tâche exaltante que voudrait convier la *Revue Économique de Madagascar*, c'est à ce grand dessein qu'elle souhaite rallier les jeunes économistes. Elle se voudrait centre de recherche et d'étude, mais aussi foyer vivant de la culture économique africaine et malgache. L'Afrique est une, et ses problèmes sont communs à tous. Beaucoup de voies s'ouvrent à nous qui demeurent encore trop faiblement explorées. L'enquête et l'analyse statistiques, pourtant indispensables, ne sont qu'à leurs premiers balbutiements. La comptabilité nationale spécifique aux pays du Tiers monde fait ses premiers pas et n'est guère sortie des controverses méthodologiques. La théorie du développement des économies africaines, réaliste, nuancée, guide d'une politique, reste à élaborer ; elle n'est d'ailleurs concevable qu'à la suite de monographies, nombreuses et précises. Enfin il reste, et c'est une des tâches les plus urgentes, la description et l'analyse des économies dans leur phase transitoire postcoloniale ; cette tâche ne peut être menée à son terme sans une collaboration efficace et continue entre économistes, sociologues, juristes, ethnologues, géographes, ruralistes et quelques autres. Il est jusqu'aux doctrines économiques, visions d'un avenir souhaité, qu'il faut inventer ou réinventer.

L'Afrique et Madagascar de demain seront à l'image de la jeune génération d'aujourd'hui. L'œuvre est incommensurable qui conduit à participer, chacun à son rang et selon ses moyens, à la création d'une économie enracinée, d'une économie des hommes qui accordent aux masses labo-

rieuses et exploitées jusque là, la dignité, le travail et la liberté qui, de droit, leur reviennent.

Je voudrais remercier très respectueusement Messieurs les Recteurs M.-H. Fabre et R. Roblot à qui cette revue doit d'exister. Ma reconnaissance va également à M. le Doyen de la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Tananarive mon collègue et ami Michel Pedamon, à mes collègues des Facultés françaises, et à tous les collaborateurs.

Je dédie ce travail à la jeune génération d'économistes malgaches et africains qui est appelée à nous remplacer et à poursuivre la grande œuvre économique dans un esprit scientifique et impartial digne des hommes libres.

Tananarive, mai 1965

Marcel-Paul RUDLOFF,

*Maître de Conférences agrégé,
Directeur du Centre d'Etudes Economiques
de la Faculté de Droit et des Sciences Economiques
de Madagascar*

